



ARAC Section de MALAKOFF

ASSOCIATION RÉPUBLICAINE DES COMBATTANTS POUR L'AMITIÉ, LA SOLIDARITÉ,
LA MÉMOIRE, L'ANTIFASCISME ET LA PAIX

26, rue Victor Hugo 92240 Malakoff

Dans le cadre de la **JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE**
Avec de nombreuses organisations de la ville, nous vous proposons une

CONFÉRENCE DÉBAT

le **Jeudi 1^{er} Juin** à 18H30

Salle des conférences de l'hôtel de ville

Le Conseil National de la Résistance mis en place il y a 80 ans, actualité dans la démarche politique et dans son programme ?



Le 27 mai 1943, une réunion des représentants du gouvernement de la France en exil, des principaux mouvements de résistance, des syndicats clandestins, des partis politiques hostiles à Vichy met en place le Conseil National de la Résistance qui se donne pour objectif de libérer le pays et de réaliser un programme de gouvernement et de développement pour la France libérée.

Cette rencontre, sur le territoire national occupé, dans les conditions de la clandestinité, a été préparée depuis fin 1942 à l'initiative du Général de Gaulle, pilotée par Jean Moulin et avec

l'appui de la principale force de résistance, le Parti Communiste Français.

Elle se situe à une période où notre pays est sous domination allemande avec un gouvernement aux ordres : à l'extérieur les armées allemandes dominent même si elles connaissent leurs premières défaites en Union Soviétique, en France, la majorité des anciens partis politiques après une période où ils ont accepté le gouvernement Pétain se sont dilués dans la collaboration même si certains de leurs dirigeants ont rejoint la Résistance. Le Parti Communiste interdit depuis septembre 39 voit ses militants pourchassés et assassinés, il multiplie ses actions sur tous les terrains. Le gouvernement français à Londres doit faire face à la tutelle que veulent lui imposer les anglais et les américains. Les syndicats sont interdits et certains de leurs dirigeants accompagnent la politique de Vichy. Même si la CGT reconstitue une organisation clandestine et que des premières grèves importantes sont menées, le patronat dans son immense majorité bénéficie de la situation et collabore avec les nazis. En résumé, la situation ne semble pas prédisposer à une union politique pour former un mouvement qui permette de battre l'armée allemande et de remplacer le gouvernement de l'État Français, son administration et son appareil répressif. Et pourtant cette union très large se réalise.

Elle se réalise, non seulement avec le projet de libérer la France mais aussi de rompre avec le passé qui a permis la collaboration, avec l'ambition de développer le pays en s'appuyant sur la classe ouvrière et en lui donnant les moyens et les droits politiques et sociaux pour participer à la direction de la nation et pour bénéficier des richesses produites.

Ce programme est mis en place à la Libération et ses réformes sont l'ossature de notre organisation sociale actuelle. Jamais accepté par le patronat et les banquiers, qui ont dû s'y soumettre dans le rapport de force que le courage de la classe ouvrière et leur propre trahison ont permis, ce programme est sans cesse remis en cause par tous les gouvernements successifs. Il est gravement attaqué par le gouvernement Macron aujourd'hui.

Organisé par l'ARAC et la Bourse du Travail, avec le soutien de l'ACCA, la FNDIRP, l'ULAC, l'ALF, l'ASIAM, le Mouvement de la Paix, le PCF, de nombreuses autres associations et organisations, et en présence de Jocelyne Boyaval, adjointe à la Maire, chargée de la Mémoire, des Anciens combattants et des Seniors